

Politique des lanceurs d'alerte

Numéro de police Ca003

**Ce document a été automatiquement traduit de l'anglais
grâce à l'IA**



Gestion documentaire

Propriétaire	BME Group Legal
Rezensent	BME Group Legal
Critique	Conseil de gestion du groupe BME
Date de la première émission	15/04/2022
Département de la distribution	Juridique
Emplacement	Site web du groupe BME
Date de dernière révision IA	06/06/2025
Date de la prochaine revue IA	30/06/2026
Cycle de révision IA	Chaque année au deuxième trimestre

Historique des révisions

Versions-ID	Date de révision	Auteur	Raison
V.1.0 – 2022		BME Group Legal	
V.2.0 – 2025	06/06/2025	BME Group Legal	Mise à jour d'un nouveau mécanisme de lanceur d'alerte

Sommaire

Définitions et abréviations	4
1. Informations générales	5
Contexte/Introduction	5
Objectif et structure	5
Portée et application	5
Références à la législation et aux réglementations (internes)	5
2. Lignes de rapport	6
Reportage	6
Confidentialité et anonymat du rapport	7
Forme du rapport	7
Après avoir reçu le rapport	7
Divulgence publique	8
3. Soutien, protection, mesures disciplinaires	10
Soutien	10
Protection	10
Mesures disciplinaires	10

Définitions et abréviations

Groupe BME ou BME	Matériaux de construction Europe B.V. Si cette politique fait référence à BME ou au Groupe BME, cela s'applique également à toutes les sociétés du groupe BME.
Personnel de la BME	Les employés du Groupe BME, y compris ceux qui travaillent à temps partiel ou ont des contrats à durée déterminée ou à durée déterminée, y compris tous les administrateurs et membres du Conseil d'administration, du Conseil de surveillance du Groupe BME, ainsi que toute personne agissant sous la responsabilité et la direction du Groupe BME.
Société du groupe BME	Les entreprises qui font partie du groupe BME.
Fracture	<p>Un acte ou une omission qui entraîne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une violation de toute loi ou réglementation internationale ou nationale ; • toute menace ou préjudice à l'intérêt public, y compris ; <ul style="list-style-type: none"> ○ un risque pour la santé publique ; ○ un risque pour la sécurité des personnes ; ○ un risque pour l'environnement ; ○ un risque pour le bon fonctionnement de l'organisation causé par une action inappropriée ou une négligence ; ○ (une menace de) retenue volontairement, destruction ou manipulation d'informations sur les faits ci-dessus ; • une violation des valeurs et principes commerciaux applicables au sein du Groupe BME ou d'une politique du Groupe BME.
Équipe d'enquête	Responsable de la conduite de l'enquête.
Politique	Politique des lanceurs d'alerte (cette politique).
Personne qui rapporte	Les personnes ayant observé ou suspecté une violation liée au groupe BME dans un contexte professionnel et ayant soumis un rapport conformément à cette politique.

1. Informations générales

Contexte/Introduction

En tant qu'entreprise, nous nous engageons à mener nos activités selon les normes éthiques les plus élevées. Cela inclut la création d'une atmosphère où tous les employés se sentent habilités à s'exprimer s'ils soupçonnent ou observent un préjudice.

Objectif et structure

Cette politique décrit ce qu'une personne doit faire si elle soupçonne raisonnablement ou observe une infraction. Prendre la parole lorsque quelqu'un soupçonne ou observe une faute au sens de cette politique est d'une grande importance pour le Groupe BME.

Portée et application

Rôles et responsabilités de la mise en œuvre des politiques

La politique devait être mise en œuvre sous la direction du service juridique et conformité du groupe BME. Chaque société du groupe BME doit nommer une personne responsable de la mise en œuvre et du suivi du respect de cette politique ainsi que de l'application de toutes les lois et réglementations locales applicables.

À qui s'applique cette politique

Cette politique s'applique à toutes les personnes ayant observé ou suspecté une violation liée au groupe BME dans un contexte professionnel, y compris (mais sans s'y limiter) :

- les employés BME ;
- toutes les autres personnes travaillant pour le Groupe BME, soit de manière indépendante soit sous la supervision et la direction des entrepreneurs, sous-traitants et fournisseurs ;
- Actionnaire ;
- Fournisseurs.

La protection des déclarants décrite dans cette politique s'applique également aux personnes qui soutiennent les déclarants, telles qu'un consultant, un avocat, un collègue, un représentant syndical ou un membre de leur famille.

Sociétés du groupe BME auxquelles cette politique s'applique

Cette politique s'applique à toutes les entreprises du groupe BME.

Références à la législation et aux réglementations (internes)

Cette directive prend en compte les lois et réglementations pertinentes et établit la norme minimale pour les entreprises du groupe BME et les employés BME. Si la loi locale est plus restrictive que cette politique, la loi locale doit être respectée. Dans tous les autres cas, cette politique s'applique.

2. Lignes de rapport

Reportage

Les personnes qui observent une infraction ou ont des motifs raisonnables de la soupçonner sont encouragées à s'exprimer. Il existe plusieurs ressources auxquelles vous pouvez vous tourner si vous hésitez à suivre la bonne voie ou si vous souhaitez aborder un sujet qui vous préoccupe :

- Votre superviseur direct ;
- le directeur général, le directeur financier ou le directeur des ressources humaines de votre société du groupe BME ;
- Dem Group, Directeur juridique oder dem Group, chef de l'audit interne ;
- die BME Speak-Up-Hotline.

Les journalistes doivent savoir que la ligne d'écoute BME Speak-Up peut également être utilisée pour des reportages anonymes. Cette ligne d'assistance est gérée par une partie externe et offre la possibilité de signaler un problème et de suivre les développements d'une enquête ultérieure, garantissant l'anonymat si nécessaire.

Les coordonnées de la ligne d'écoute BME Speak-Up sont les suivantes :



- Formulaire d'inscription en ligne: <https://bme.speakup.report/EN-GB/hotline/home>
- Numéros de téléphone locaux (sans frais) :

Pays	Numéro de téléphone
Belgique	0800 89 326
France	0800 554 3753
Allemagne	0800 181 8952
Pays-Bas	0031 107 007 503
Portugal	800 831 302
Espagne	0034 900 031 156
Suisse	0800 00 56 91

BME Group encourage les journalistes à utiliser les moyens internes pour signaler une violation suspectée avant de signaler à l'extérieur les autorités compétentes. Si un reporter signale une violation suspectée à une autorité compétente, il ou elle reste titulaire de la protection décrite dans cette politique.

Les journalistes sont encouragés à exprimer d'autres préoccupations concernant cette politique s'ils la jugent appropriée, même si leurs préoccupations ne sont pas listées dans cette politique.

Confidentialité et anonymat du rapport

- Toute personne impliquée dans le processus de signalement prendra le plus grand soin de protéger la confidentialité des informations concernant la violation de données signalée (suspectée). Le rapport (et les informations associées) seront conservés de manière à ne pouvoir accéder que physiquement et numériquement aux personnes impliquées dans le reportage. Ce groupe sera aussi limité que possible.
- L'identité de la personne qui a signalé ou toute information pouvant directement ou indirectement remonter son identité ne peut être divulguée sans son consentement.
- Si un journaliste ne souhaite pas révéler son identité à l'équipe d'enquête, toute la correspondance sera envoyée à un destinataire choisi par le journaliste – par exemple, à la ligne d'assistance externe BME Speak-Up – avec une demande de transmission immédiate au journaliste.
- Si une situation survient où l'anonymat du rapporteur ne peut plus être garanti, il ou elle sera interrogée à l'avance pour savoir s'il souhaite maintenir son rapport. Quoi qu'il en soit, les intérêts du rapporteur sont traités avec soin et il a droit à une protection.
- Dans certaines situations, il peut être nécessaire de divulguer l'identité de la ou des personnes concernées par le rapport. Cela peut inclure l'identité du journaliste s'il a choisi de révéler son identité. Des exemples sont ceux qui suivent :
 - l'obligation (légale) de signaler (les incidents) aux autorités (réglementaires) ;
 - l'obligation (légale) de répondre en tant que témoin aux personnes/organismes compétents dans le cadre d'une enquête ou d'une procédure judiciaire engagée dans le cadre du rapport.

Si une divulgation est requise, la personne concernée sera informée à l'avance, sauf si cette notification compromet l'enquête ou la procédure judiciaire qui y est associée. L'avis comprend une explication écrite des raisons de la divulgation.

Forme du rapport

- Les signalements peuvent être faits sous toutes les formes, y compris par écrit (y compris par e-mail) ou verbalement par téléphone ou autre système de messagerie vocale.
- En cas de rapport oral (partiel), le destinataire doit s'assurer que la conversation est enregistrée sous une forme durable et récupérable (avec le consentement préalable de la personne qui fait le rapport) ou qu'un enregistrement écrit complet et exact est réalisé. Le rapporteur doit examiner, corriger (lorsque nécessaire) et approuver cet article écrit.

Après avoir reçu le rapport

- Tous les incidents signalés seront transmis au service juridique de BME Group pour évaluation et distribution ultérieure.
- Le rapporteur recevra un accusé de réception dans les sept jours suivant son rapport.
- Les rapports sont enregistrés dans un système conçu à cet effet. Les données accompagnant un rapport ne seront pas conservées plus longtemps que nécessaire conformément aux lois et réglementations applicables.
- Après la préparation du rapport, une enquête est menée conformément au manuel d'enquête du Groupe BME.
- L'équipe d'enquête informe généralement la personne concernée dans un rapport que des inquiétudes ont été soulevées à son sujet. L'équipe d'enquête fera cette notification dans un délai raisonnable et prendra en compte les intérêts de l'enquête. L'équipe d'enquête prendra toutes les mesures raisonnables pour empêcher la personne impliquée dans le rapport de découvrir l'identité de la personne qui a soumis le rapport. L'équipe d'enquête veille également à ce que l'identité de tous les tiers nommés dans le rapport soit protégée.
- Le cas échéant, la personne qui signale se verra offrir la possibilité d'être entendue par l'équipe d'enquête pendant l'enquête. Si le journaliste a fait un reportage anonyme, des questions peuvent être posées par écrit par l'intermédiaire d'un destinataire sélectionné – par exemple, la ligne d'assistance BME Speak-Up – qui sera invité à transmettre toute correspondance au journaliste, lequel pourra répondre aux questions par écrit et anonymement. Le destinataire est invité à transmettre toutes les réponses de la personne qui a signalé à l'équipe d'enquête.
- Dans un délai raisonnable, au plus de trois mois suivant la réception du rapport, l'équipe d'enquête fournira un retour à la personne signalant sur la violation de données signalée (suspçon raisonnable de) fuite de données. Des informations sur l'évaluation et, le cas échéant, sur le suivi du rapport seront fournies.
- Si désiré, l'équipe d'enquête expliquera son évaluation du rapport lors d'une réunion avec le journaliste.
- Le besoin de confidentialité, de confidentialité et d'autres considérations peut empêcher l'équipe d'enquête de fournir au signalant des détails (spécifiques) sur l'enquête ou toute mesure corrective et disciplinaire. Toutes les informations partagées avec le journaliste concernant l'enquête et les actions entreprises doivent rester confidentielles.

Divulcation publique

En cas de divulgation publique par la personne qui fait le rapport (dans les médias), elle peut avoir droit à la protection décrite dans cette politique, du moins si l'une des conditions suivantes est remplie :

- Le sténoignant a initialement signalé en interne et/ou en externe conformément à cette politique, mais aucune mesure adéquate n'a été prise en réponse au rapport (par exemple, aucune action dans le délai défini).
- Le sténographe a des raisons raisonnables de croire que :
 - La violation peut constituer une menace imminente ou évidente pour l'intérêt public, par

- exemple en cas d'urgence ou de risque de préjudice irréversible ; ou
- Dans le cas d'un signalement externe, il existe un risque de représailles ou la probabilité que la violation soit traitée efficacement en raison des circonstances particulières de l'affaire. Cela peut être le cas, par exemple, si des preuves sont dissimulées ou détruites, ou si une autorité publique coopère ou est impliquée dans la violation de contrat.

3. Soutien, protection, mesures disciplinaires

Soutien

La personne qui signale peut consulter en toute confiance le conseiller juridique du groupe BME ou un conseiller confidentiel concernant une (suspicion raisonnable de) violation et, si désiré, être représentée par ce conseiller.

Protection

Les journalistes sont protégés si :

- la notification d'une (suspicion raisonnable de) violation est faite conformément à cette politique, et
- s'ils ont des raisons raisonnables de croire que les informations concernant la violation de données (suspecte) étaient exactes au moment du rapport.

La protection comprend :

- Protection contre les représailles sous toute forme, y compris la suspension, le licenciement, la rétrogradation, le refus de promotion, l'attribution de fonctions, le refus de formation, l'évaluation négative de la performance, la sanction disciplinaire, l'intimidation, le harcèlement, la discrimination ou le traitement injuste ;
- Renversement de la charge de la preuve dans toute procédure judiciaire. Si la personne qui déclare affirme avoir été victime de représailles pour son signalement, le groupe BME doit prouver le contraire ;
- Compensation pour les frais des procédures judiciaires liées à l'affaire.

De plus, le signalant ne sera pas tenu responsable de tout autre impact négatif lié à la déclaration de la violation (suspectée), telle que la divulgation de secrets commerciaux, la violation du droit d'auteur ou l'obligation de confidentialité, à condition qu'il ou elle ait correctement supposé que cela était nécessaire pour signaler une violation de données.

Cette protection de la personne signalante s'applique également à :

- des intermédiaires tels que les personnes physiques, qui assistent une personne qui signale le processus de déclaration dans un contexte professionnel et dont le soutien doit rester confidentiel ;
- Les personnes associées à la personne signalant qui pourraient subir des représailles dans le cadre professionnel, telles que des collègues ou des proches ;
- Entités juridiques que la personne déclarante possède ou avec lesquelles est associée dans un contexte professionnel.

Mesures disciplinaires

Toute personne qui abuse de cette politique n'a pas droit aux protections décrites dans cette politique et peut être soumise à des sanctions disciplinaires. Un exemple est de créer un rapport avec de fausses informations, même s'ils savent que ce n'est pas vrai. Les mesures peuvent inclure jusqu'à la fin de l'emploi sans préavis, ainsi que d'éventuelles sanctions légales.

Toute personne qui entrave un rapport soumis conformément aux procédures décrites dans cette politique peut être soumise à des mesures disciplinaires. Un exemple est la fausse divulgation de l'identité d'une personne qui fait le signalement. Les mesures peuvent inclure jusqu'à la fin de l'emploi sans préavis, ainsi que d'éventuelles sanctions légales.